

Audience publique du 14 juillet 2014

Recours formé par
l'administration communale de Niederanven
contre un arrêté du ministre de la Culture,
en matière de sites et monuments

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 33211 et déposée 12 août 2013 au greffe du tribunal administratif par Maître Thierry REISCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg au nom de l'administration communale de Niederanven, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins actuellement en fonction et établie à L-6977 Oberanven, 18, rue d'Ernster, tendant à l'annulation d'un arrêté du ministre de la Culture du 15 mai 2013 portant inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux de l'immeuble sis à Niederanven, ..., inscrit au cadastre de la commune de Niederanven, section A de Niederanven, sous le numéro ... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif en date du 22 novembre 2013 par le délégué du gouvernement ;

Vu le mémoire en réplique déposé par Maître Thierry REISCH au greffe du tribunal administratif en date du 17 décembre 2013 au nom de l'administration communale de Niederanven ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement en date du 17 janvier 2014 ;

Vu le mémoire en triplique intitulé « *mémoire en duplique* » déposé par Maître Thierry REISCH au greffe du tribunal administratif le 29 janvier 2014 au nom de l'administration communale de Niederanven ;

Vu les pièces versées en cause et notamment l'arrêté critiqué ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Thierry REISCH et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline JACQUES en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 30 juin 2014.

En date du 27 septembre 2012, l'administration communale de Niederanven signa avec les propriétaires de l'ancienne ferme sise ... à Niederanven, Madame ... et Monsieur ..., ci-après « les consorts ... », un compromis de vente portant sur ledit immeuble.

Lors de sa séance publique du 19 octobre 2012, le conseil communal de la commune de Niederanven se prononça à l'unanimité en faveur de l'acquisition de la ferme précitée sise ... à Niederanven.

Dans sa séance du 11 décembre 2012, la commission des Sites et Monuments nationaux, ci-après « la COSIMO », se prononça à l'unanimité en faveur de l'inscription de l'ancienne ferme sise ... à Niederanven à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux.

Par le biais de trois courriers recommandés séparés du 29 janvier 2013, le ministre de la Culture, ci-après « le ministre », informa les consorts ..., ainsi que le bourgmestre de la commune de Niederanven de son intention d'inscrire l'ancienne ferme sise au numéro ... à Niederanven à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux conformément à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, ci-après « la loi du 18 juillet 1983 ». Par le biais de ces mêmes courriers, les consorts ... furent invités à faire connaître au ministre dans un délai de trois mois leurs observations éventuelles par rapport à l'inscription envisagée tandis que l'administration communale fut invitée à soumettre au ministre dans le même délai de trois mois l'avis du conseil communal quant à la proposition d'inscription concernée.

Dans sa séance publique du 26 avril 2013, le conseil communal de la commune de Niederanven décida d'émettre un avis défavorable quant à l'inscription de la ferme préqualifiée à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux, avis négatif qui fut transmis au ministre par courrier du même jour.

Par arrêté ministériel du 15 mai 2013, la ferme litigieuse fut inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux, arrêté formulé comme suit :

« Art. 1^{er} - Est inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux conformément à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, en raison de son intérêt historique, architectural et esthétique, l'ancienne ferme sise ..., inscrite au cadastre de la commune de Niederanven, section A de Niederanven, sous le numéro ..., appartenant d'après l'extrait cadastral au consortium d'héritiers ...s.

Art. 2 - L'intérêt historique, architectural et esthétique est motivé comme suit :

Les immeubles sis ... constituent un grand ensemble formé par une maison d'habitation avec des dépendances accolées de part et d'autre. Ainsi, la maison est flanquée à droite par une petite annexe secondaire et à gauche par une longue dépendance agricole avec étables et grange. Il s'agit d'un exemple du volume traditionnel de la ferme longère, remontant au XVIII^e

siècle. En effet, la ferme est reprise sur le premier plan cadastral (Urkadaster) de 1823 comme dernière maison de Niederanven, en direction de Oberanven et Hostert.

Implantée un peu en biais par rapport au tracé de la rue et créant ainsi une avant-cour, la ferme a aussi un impact urbanistique indéniable sur l'espace-rue.

La maison d'habitation s'élève sur deux niveaux et un demi-niveau sous la corniche présentant des ouvertures d'aération. La façade se divise en trois travées d'ouvertures, disposées de manière symétrique. Les encadrements des baies sont en pierre de taille et témoignent des différentes époques de construction et de transformation de la ferme. Ainsi, l'encadrement de l'entrée avec son profilé et les crossettes supérieures, de même que les encadrements des baies d'aération remontent à l'époque baroque de la fin du XVIII^e siècle, tandis que les encadrements des fenêtres qui sont plus simples, datent de transformations effectuées au XIX^e siècle.

La grande dépendance présente les ouvertures caractéristiques pour ce genre d'immeuble, comme par exemple des petites ouvertures d'aération à l'étage, un grand portail de grange ou encore de simples portes et fenêtres d'étable.

Le volume des immeubles, de même que la disposition des ouvertures dans la façade principale donnent à la ferme un aspect harmonieux et bien équilibré, ce qui est typique pour l'architecture rurale vernaculaire.

La ferme sise ... est un témoin du passé rural de Niederanven et mérite ainsi d'être protégée non seulement pour ses qualités architecturales et esthétiques mais également en raison de son intérêt historique.

Art. 3 – *La présente décision est susceptible d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de et à Luxembourg. Ce recours doit être intenté par ministère d'avocat dans les trois mois de la notification du présent arrêté au moyen d'une requête à déposer au secrétariat du Tribunal administratif.*

Art. 4 – *Le présent arrêté est notifié aux propriétaires concernés et à l'administration communale de Niederanven pour information et gouverne ».*

Ledit arrêté ministériel fut notifié aux consorts ..., ainsi qu'au bourgmestre de la commune de Niederanven par le biais de trois courriers recommandés séparés du 15 mai 2013.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 août 2013, l'administration communale de Niederanven a introduit un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle précitée.

Aucune disposition légale ne prévoit de recours au fond en la présente matière, de sorte que le tribunal est compétent pour connaître du recours en annulation introduit contre l'arrêté ministériel du 15 mai 2013.

Avant tout autre progrès en cause, le tribunal est amené à constater que la partie demanderesse a déposé postérieurement au dépôt par la partie étatique de son mémoire en duplique un troisième mémoire intitulé « *mémoire en duplique* ».

La question du nombre des mémoires déposés, question soulevée d'office par le tribunal administratif à l'audience du 30 juin 2014 conformément à l'article 30 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, est à considérer comme étant d'ordre public pour toucher à l'organisation juridictionnelle, de sorte qu'il y a lieu d'examiner l'admissibilité du mémoire intitulé « *mémoire en duplique* » déposé par la partie demanderesse.

L'article 5 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives prévoit en ses paragraphes (1) et (5) que :

« (1) Sans préjudice de la faculté, pour l'Etat, de se faire représenter par un délégué, le défendeur et le tiers intéressé sont tenus de constituer avocat et de fournir leur réponse dans le délai de trois mois à dater de la signification de la requête introductive. (...)
(5) Le demandeur peut fournir une réplique dans le mois de la communication de la réponse ; la partie défenderesse et le tiers intéressé sont admis à leur tour à dupliquer dans le mois ».

Comme il ne peut y avoir plus de deux mémoires de la part de chaque partie y compris la requête introductive, un troisième mémoire n'est partant pas à prendre en considération, à défaut par le président du tribunal d'avoir autorisé la production de mémoires supplémentaires¹.

Il s'ensuit que le troisième mémoire intitulé « *mémoire en duplique* » déposé le 29 janvier 2014 par la partie demanderesse est à écarter des débats.

Quant à la recevabilité du recours sous analyse, la partie étatique invoque tout d'abord un défaut d'intérêt à agir dans le chef de l'administration communale de Niederanven au motif que tant à la date de la procédure d'inscription de la ferme litigieuse à l'inventaire supplémentaire qu'à celle de l'introduction du recours sous analyse, la commune n'aurait pas été la propriétaire de l'immeuble concerné par l'inscription. Il n'existerait en effet aucun acte de vente ayant transféré la propriété de la ferme litigieuse à la commune laquelle ne serait pas non plus inscrite officiellement dans le registre de la Publicité foncière. La commune n'aurait par ailleurs aucun intérêt né, direct et actuel à agir contre l'arrêté ministériel entrepris.

L'administration communale donne quant à elle à considérer qu'elle serait directement intéressée par l'arrêté ministériel litigieux qui lui ferait grief et que par ailleurs, elle aurait également un intérêt à agir en sa qualité d'administration communale du lieu où est situé l'immeuble sujet à inscription.

¹ Trib. adm. 4 février 2009, n° 24641 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 698 et autres références y citées.

Force est à cet égard de relever qu'il est admis que toute partie intéressée peut attaquer une décision administrative devant le juge administratif. Cette qualité n'appartient pas seulement au destinataire direct de l'acte, mais encore à toutes les personnes dont les droits et même les simples intérêts peuvent être affectés par les effets de cet acte².

En l'espèce, il est constant en cause que le 27 septembre 2012, l'administration communale de Niederanven a signé avec les propriétaires de la ferme litigieuse un compromis de vente portant sur l'acquisition dudit d'immeuble. Il a par ailleurs été convenu entre les parties signataires que l'acte notarié de vente de l'immeuble litigieux devrait être dressé dans un délai de deux ans à compter de la signature du compromis. Or, tel que cela a été confirmé par le litismandataire de l'administration communale de Niederanven à l'audience des plaidoiries, aucun acte de vente n'a encore été signé à ce jour entre les parties en cause, la finalisation de la vente ayant en effet été retardée du fait de l'inscription de la ferme litigieuse à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux et des conséquences inhérentes à cette inscription pour le propriétaire de l'immeuble.

L'administration communale a dès lors introduit le recours sous analyse en sa qualité de bénéficiaire d'un compromis de vente en vertu duquel elle s'est engagée à acheter la ferme litigieuse, acquisition qui a d'ailleurs été approuvée à l'unanimité par le conseil communal de l'administration communale de Niederanven dans sa séance du 19 octobre 2012, c'est-à-dire à un moment où la procédure d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux n'avait pas encore été engagée par le ministre.

Dans la mesure où l'inscription d'un immeuble à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux a vocation à limiter l'usage du droit de propriété des propriétaires des immeubles concernés, il doit être admis qu'en sa qualité de signataire d'un compromis et de futur propriétaire de l'immeuble litigieux, l'administration communale justifie non seulement d'un intérêt personnel et direct à voir analyser la légalité et le bien-fondé de la décision attaquée, mais également d'un intérêt distinct de celui des propriétaires actuels de l'immeuble en question qui, tel que cela sera développé plus loin, sont à l'heure actuelle toujours les consorts

Il s'ensuit que le moyen d'irrecevabilité afférent de la partie étatique est à rejeter, l'intérêt à agir à l'encontre de l'arrêté litigieux se trouvant vérifié à suffisance de droit dans le chef de l'administration communale.

Aucun autre moyen d'irrecevabilité circonstancié n'ayant été invoqué en cause, le recours en annulation est à déclarer recevable pour avoir par ailleurs été introduit dans le délai de la loi.

Le tribunal, saisi d'un recours en annulation, vérifie si les motifs sont de nature à motiver légalement la décision attaquée et contrôle si cette décision n'est pas entachée de nullité pour incompétence, excès ou détournement de pouvoir, ou pour violation de la loi ou des formes destinées à protéger des intérêts privés.

² Trib. adm. 11 juin 2008, n°23329 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n°6.

Il appartient en l'espèce d'abord au tribunal de vérifier la légalité extrinsèque de l'acte lui déféré, avant de se livrer, par le biais de l'examen de la légalité des motifs, au contrôle de sa légalité intrinsèque.

Dans le cadre de la légalité extrinsèque de la décision critiquée et concernant plus particulièrement la procédure d'élaboration de l'arrêté ministériel litigieux, l'administration communale reproche au ministre d'avoir violé l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 » en ayant omis de la faire participer à l'élaboration de l'arrêté ministériel litigieux et ce alors même que depuis la signature du compromis de vente avec les consorts ..., elle devrait, conformément aux dispositions de l'article 1589 du Code civil, être considérée comme étant l'actuel et légitime propriétaire de la ferme ayant fait l'objet de l'inscription litigieuse.

Ce serait en tout état de cause à tort que le ministre aurait ignoré non seulement le projet de longue date de la commune consistant à remplacer l'ancienne ferme mais également l'avis défavorable émis par le conseil communal quant au projet d'inscription de la ferme à l'inventaire supplémentaire, le ministre ayant par ailleurs refusé d'écouter ses arguments tout en lui imposant purement et simplement sa décision. Comme le ministre n'aurait pas cherché à trouver de compromis sur une décision qui affecterait le moins possible la libre jouissance de ses biens, son manque d'information et de participation en sa qualité de propriétaire devrait s'analyser en un vice de procédure qui toucherait aux formalités destinées à protéger les intérêts privés et qui devrait dès lors entraîner l'annulation de l'arrêté litigieux.

La partie étatique conclut au rejet de ce moyen pour ne pas être fondé.

Aux termes de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 : « *Sauf s'il y a péril en la demeure, l'autorité qui se propose de révoquer ou de modifier d'office pour l'avenir une décision ayant créé ou reconnu des droits à une partie, ou qui se propose de prendre une décision en dehors d'une initiative de la partie concernée, doit informer de son intention la partie concernée en lui communiquant les éléments de fait et de droit qui l'amènent à agir.*

Cette communication se fait par lettre recommandée. Un délai d'au moins huit jours doit être accordé à la partie concernée pour présenter ses observations.

Lorsque la partie concernée le demande endéans le délai imparti, elle doit être entendue en personne (...) »

Le tribunal est tout d'abord amené à relever que si un compromis de vente signé entre parties doit certes s'analyser en un véritable engagement entre les parties, il n'en demeure pas moins que la signature d'un compromis de vente n'engage que ses signataires à conclure la vente à un prix déterminé et qu'il n'est pas opposable aux tiers. En effet, seul l'acte de vente dressé par-devant notaire rend opposable aux tiers la convention sous seing privé signée entre les parties.

Or, en l'espèce, à l'époque où la procédure d'inscription de l'immeuble litigieux à l'inventaire supplémentaire a été entamée seul un compromis de vente avait été signé entre l'administration communale et les consorts ..., étant rappelé qu'à l'heure actuelle aucun acte de vente n'a encore été dressé par-devant notaire. Dans la mesure où la signature d'un compromis de vente n'est pas opposable aux tiers, il ne saurait être reproché au ministre - qui n'avait d'ailleurs aucune possibilité de connaître l'existence de ce compromis et qui a dès lors légitimement pu et dû se fier quant à l'identité des propriétaires de la ferme litigieuse aux informations figurant dans le registre de la Publicité Foncière -, de ne pas avoir fait participer la commune à la procédure d'élaboration de la décision litigieuse en qualité de propriétaire de l'immeuble litigieux et de lors d'administré directement concerné par l'acte administratif individuel attaqué au sens de l'article 9 du règlement grand-ducal précité.

Force est ensuite de relever que les formalités procédurales inscrites à l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 ayant trait aux droits de la défense ne constituent de toute façon pas une fin en soi mais consacrent des garanties visant à ménager à l'administré concerné une possibilité de prendre utilement position par rapport à la décision projetée, de sorte que dans l'hypothèse où il est établi que cette finalité est atteinte, la question du respect de toutes les étapes procédurales préalables prévues afin de permettre d'atteindre cette finalité devient sans objet. Ainsi, l'administré n'a aucun intérêt à se prévaloir de ces formalités s'il se dégage du dossier qu'il a effectivement pu faire valoir de manière détaillée et circonstanciée son point de vue par rapport à la décision projetée à travers une prise de position écrite³.

Force est à cet égard encore de relever que contrairement à ce que soutient la partie demanderesse, l'article 9 n'impose nullement à l'administration de chercher à trouver un compromis avec l'administré concerné par la décision envisagée, cet article imposant en effet uniquement à l'administration d'aviser la personne concernée par la décision envisagée de l'ouverture de la procédure et de lui communiquer les éléments de fait et de droit qui l'amènent à agir. Pratiquement, l'administration devra lui indiquer le sens et la nature de la décision à laquelle elle entend aboutir et l'inviter à présenter sa défense, c'est-à-dire ses observations et arguments à l'encontre des moyens avancés⁴.

Si en l'espèce, contrairement aux consorts ..., la commune n'a certes pas été impliquée dans la procédure d'élaboration de la décision litigieuse sur base de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 précité, force est de relever que par courrier recommandé du 29 janvier 2013, le ministre a informé l'administration communale de son intention d'inscrire la ferme litigieuse à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux. Dans ce même courrier, le ministre a, d'une part, indiqué les éléments de droit précis à la base de la décision d'inscription envisagée et ce par un renvoi aux dispositions de la loi du 18 juillet 1983 précitée, et, d'autre part, motivé de manière exhaustive l'intérêt historique, architectural et esthétique de l'immeuble concerné en se basant sur les éléments de fait à sa disposition et plus particulièrement sur la motivation contenue dans l'avis positif de la COSIMO du 11 décembre 2012 auquel le ministre fait d'ailleurs expressément référence et dont les termes ont été repris

³ Trib. adm. 16 novembre 2011, n° 27609 du rôle, confirmé par un arrêt de la Cour adm. du 10 mai 2012, n°29647C, Pas. adm. 2012, V° Procédure administrative non contentieuse, n°99.

⁴ Fernand Schockweiler, La procédure administrative non contentieuse et le contrôle de l'administration en droit luxembourgeois, pages 67-68.

en substance dans le courrier du ministre du 29 janvier 2013, de sorte que l'administration communale s'est vue communiquer par le biais de ce courrier tous les éléments de fait et de droit qui ont amené le ministre à envisager l'inscription de l'immeuble litigieux à l'inventaire supplémentaire. Par le biais de ce même courrier, le ministre a encore invité l'administration communale à lui soumettre au plus tard dans un délai de trois mois l'avis de son conseil communal concernant la proposition d'inscrire l'immeuble litigieux à l'inventaire supplémentaire et ce conformément à la procédure prévue à l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 mars 1998 fixant les modalités d'application de l'article 17 de la loi précitée du 18 juillet 1983, suite à quoi l'administration communale a transmis au ministre par courrier du 26 avril 2013 l'avis sollicité, avis auquel l'arrêté ministériel litigieux se réfère d'ailleurs expressément.

Pour être tout à fait complet, le tribunal relève également que l'article 1^{er} du règlement grand-ducal précité du 17 mars 1998 n'exige pas un avis conforme de la part du conseil communal, de sorte que le ministre n'est en la présente matière pas lié par cet avis et qu'il n'a pas besoin de se départir expressément dudit avis lorsqu'il ne va pas dans le même sens que la décision ministérielle.

Il s'ensuit que le reproche de la partie demanderesse fondé sur une absence de dialogue et sur son exclusion de la procédure d'élaboration de l'arrêté ministériel litigieux ne saurait être retenu, ce d'autant plus qu'il ressort encore des pièces du dossier et plus particulièrement du courrier lui adressé par le service des sites et monuments nationaux (« SSMN ») en date du 8 mars 2013 qu'un architecte du SSMN a procédé à une visite des lieux lors de laquelle il a réexaminé la situation de l'immeuble litigieux en tenant compte des projets de transformation de la commune. En effet, dans ce courrier, le directeur du SSMN a non seulement réitéré les différents éléments justifiant suivant le ministre la conservation de la ferme litigieuse mais il a également mis en évidence, en ce qui concerne « *la définition de la nouvelle fonction du bâtiment et des demande[s] en ouvertures supplémentaires* », la nécessité de définir « *un langage architectural contemporain harmonisant avec l'ancienne maison* ».

Le moyen fondé sur une violation de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 doit dès lors être rejeté pour ne pas être fondé.

En ce qui concerne ensuite la légalité intrinsèque de l'acte attaqué, la partie demanderesse sollicite l'annulation de l'arrêté ministériel litigieux au motif qu'il ne reposerait sur aucune des bases prévues à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1983. Elle estime en effet que la ferme litigieuse ne présenterait pas les qualités architecturales, esthétiques et historiques alléguées et sur lesquelles le ministre se serait basé pour prendre la décision litigieuse. Il ressortirait plus particulièrement de l'attestation testimoniale établie par Monsieur ... le 18 juillet 2013 que la ferme concernée aurait brûlé entre 1860 et 1870, de sorte que sa structure actuelle ne pourrait pas dater du 18^e siècle mais tout au mieux du 19^e siècle. La partie demanderesse donne encore à considérer qu'il ressortirait d'une expertise technique émanant du bureau d'ingénieurs-conseils BEST du 5 août 2013 que la ferme litigieuse se trouverait dans un état quasi délabré, que sa solidité ne serait pas garantie et que les dégradations structurelles conséquentes pourraient mettre à mal la stabilité actuelle du bâtiment. L'arrêté ministériel passerait en tout état de cause sous silence l'état de ruine du bâtiment et ne motiverait

aucunement l'intérêt « *archéologique, historique, artistique, esthétique, scientifique, technique ou industriel* » du bâtiment pourtant exigé conformément à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1983. A cela s'ajouterait que l'arrêté ministériel n'aurait été pris que pour conserver « *les encadrement des baies d'aération* » et qu'il se contenterait pour le surplus de dresser une description générale du bâtiment.

La partie étatique estime quant à elle que ce serait à bon droit que le ministre aurait procédé à l'inscription de la ferme litigieuse à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux. Dans son mémoire en réponse, l'Etat rappelle la conception et les objectifs de la politique de protection et de conservation des sites du patrimoine, tout en précisant que le Luxembourg disposerait d'un patrimoine rural et urbain qui, à défaut d'être prestigieux, retracerait néanmoins l'histoire du pays et de sa population.

L'article 17 de la loi précitée du 18 juillet 1983 dispose que « *les immeubles répondant à la définition établie à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} [de la même loi précitée de 1983] qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent cependant un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation, sont inscrits sur une liste appelée inventaire supplémentaire.*

Il en est de même des immeubles définis à l'alinéa 3 de l'article 1^{er}. (...) ».

Sont ainsi visés, plus particulièrement par l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} précité, applicable en l'espèce, « *les immeubles, nus ou bâtis, dont la conservation présente au point de vue archéologique, historique, artistique, esthétique, scientifique, technique ou industriel, un intérêt public, (...) en totalité ou en partie (...)* ».

Le tribunal est tout d'abord amené à relever que, contrairement au reproche d'ailleurs tout à fait général et non autrement étayé formulé à cet égard par la partie demanderesse, le ministre a motivé de manière exhaustive l'intérêt architectural, historique et esthétique justifiant la conservation de la ferme litigieuse. En effet, l'arrêté ministériel met clairement en avant que pour un certain nombre de considérations architecturales, esthétiques et historiques tenant plus particulièrement aux éléments de construction de la ferme litigieuse, à son aspect extérieur ou encore à sa période de construction, l'immeuble mérite d'être protégé. Le ministre a plus particulièrement expliqué dans quelle mesure l'ensemble formé par la maison d'habitation et ses dépendances accolées de chaque côté devrait s'analyser en un exemple de volume traditionnel de la ferme longère remontant au 18^e siècle. Si le ministre a certes également mis en évidence les caractéristiques esthétiques et historiques des encadrements de la maison d'habitation, force est toutefois de constater qu'il a surtout mis l'accent sur l'intérêt historique, esthétique et architectural de l'ensemble formé par la maison d'habitation et ses dépendances dont le volume, ainsi que la disposition des ouvertures dans la façade principale donneraient à la ferme un aspect harmonieux et bien équilibré, ce qui serait typique pour l'architecture rurale vernaculaire et pour en conclure que la ferme litigieuse serait le témoin du passé rural de Niederanven.

Il ne saurait dès lors être reproché à la décision ministérielle litigieuse de ne pas avoir motivé à suffisance l'intérêt historique, esthétique et architectural de la ferme litigieuse, respectivement de n'avoir dressé qu'une description générale du bâtiment.

Quant à la matérialité des faits sur lesquels le ministre s'est basé pour inscrire la ferme litigieuse à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux, le tribunal est amené à relever que la partie demanderesse s'est contentée de contester sommairement les qualités architecturales, esthétiques et historiques mises en avant par le ministre en mettant principalement l'accent sur le fait que l'immeuble litigieux aurait été détruit par un feu entre 1860 et 1870 et qu'il serait dans un très mauvais état d'entretien. A cet effet, la partie demanderesse s'est appuyée sur l'attestation testimoniale de Monsieur ... et sur le rapport d'expertise du bureau d'ingénieurs-conseils BEST versés en cause.

Or, en ce qui concerne tout d'abord l'attestation de Monsieur ..., force est de constater que cette dernière n'est pas de nature à remettre en cause l'intérêt historique et architectural de la ferme litigieuse mise en avant par le ministre. En effet, Monsieur ... a fait état non pas d'une destruction totale de la ferme suite à l'incendie qui aurait eu lieu aux environs de 1860-1870, mais seulement d'une destruction partielle du corps-de-logis, ainsi que de la destruction des étables et de la grange. Le tribunal relève également, à l'instar de la partie étatique, que Monsieur ... a par ailleurs conforté l'intérêt historique de la ferme litigieuse en révélant qu'au 18^e siècle la ferme aurait rempli la fonction de bailliage (« *Vogtei* »).

Pour ce qui est du rapport d'expertise BEST, si ce rapport, qui a trait à l'analyse tant de l'état existant à l'extérieur de la ferme litigieuse et de ses dépendances que de l'état intérieur de ces mêmes bâtiments, fait certes état d'un certain nombre de « *désordres mineurs et d'autres dégradations structurelles plus conséquentes pouvant mettre à mal la stabilité actuelle des bâtiments* », et plus particulièrement de fissures et de crevasses plus ou moins importantes, ainsi que de problèmes d'humidité ou d'endroits où le crépi se serait détaché - dégradations qui au vu de l'âge de l'immeuble litigieux ne paraissent d'ailleurs pas anormales -, il n'en demeure pas moins qu'il ne conclut pas que la ferme litigieuse se trouverait dans un état de délabrement total, respectivement que sa solidité ne serait pas garantie, ledit rapport concluant au contraire que les parties les plus endommagées d'un point de vue statique seraient à remplacer ou à réfectionner si leur géométrie était conservée. Or, conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983, le ministre peut justement « *subventionner les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation des immeubles ou partie d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux* ».

Force est d'ailleurs également de relever que le rapport BEST fait état de zones en « *bon état physique général* », telle que dans la partie grange, la charpente à l'arrière, les fermes, les planchers en bois, de même que « *le reste de la structure portante vue de l'intérieur* » ou bien encore dans la partie corps-de-logis, la cave voûtée qui « *s'avère être en bon état physique tant au niveau de la voûte elle-même qu'au niveau des maçonneries portantes* », de même que la charpente en bois de la toiture, ainsi que le « *reste de la structure portante vue de l'intérieur* ». Le rapport retient d'ailleurs également que dans la partie étable, l'arc en pierres surmontant le passage intérieur serait bien conservé de même que le reste de la structure portante vue de l'intérieur.

Au vu de ce qui précède, le tribunal est dès lors amené à conclure que la partie demanderesse n'a pas utilement énoncé la matérialité des faits sur lesquels le ministre s'est basé pour mettre en avant l'intérêt historique, architectural et esthétique justifiant la conservation de la ferme litigieuse par le biais de son inscription à l'inventaire supplémentaire.

La partie demanderesse a encore sollicité que le tribunal ordonne une visite des lieux, demande à laquelle, au vu des conclusions dégagées ci-avant, il n'y a pas lieu de donner suite. Il convient à cet égard de rappeler qu'aux termes de l'article 351 du Nouveau code de procédure civile, une mesure d'instruction ne peut être ordonnée sur un fait que si la partie qui l'allègue ne dispose pas d'éléments suffisants pour le prouver, une mesure d'instruction ne pouvant en aucun cas être ordonnée en vue de suppléer la carence d'une partie dans l'administration de la preuve. , demande à laquelle, au vu des conclusions dégagées ci-avant, il n'y a pas lieu de donner suite.

La partie demanderesse sollicite encore la condamnation de l'Etat à une indemnité d'un montant de 1.500.- euros sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, demande qui, au vu de l'issue du litige, est à déclarer non fondée.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

écarte des débats le mémoire déposé le 24 janvier 2014 par la partie demanderesse ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure telle que formulée par la partie demanderesse ;

condamne la partie demanderesse aux frais ;

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 14 juillet 2014 par :

Marc Sünner, premier vice-président,
Thessy Kuborn, premier juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Marc Sünner